

# INFOS *Hebdo*

7 février 2013

Par le Sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN

## MONDE

**Un attentat politique en Tunisie relance les violences et paralyse la vie politique.** L'assassinat du leader de l'opposition, Chokri BELAÏD, abattu devant son domicile, a déclenché des manifestations parfois violentes à travers le pays contre les Islamistes parvenus au pouvoir par les urnes après le renversement, il y a deux ans, de Ben ALI. La police a encore eu recours à des gaz lacrymogènes pour disperser des manifestants qui scandaient des slogans pour réclamer la démission du Premier ministre, Hamadi JEBALI. Celui-ci a proposé la dissolution du gouvernement ; il a précisé que les élections législatives seraient organisées le plus vite possible et que les membres de son futur gouvernement n'y seraient pas candidats. Mais son propre parti, le parti islamiste Ennahda, qui dirige la coalition au pouvoir en Tunisie, a refusé ces propositions affirmant qu'il n'avait pas été consulté.

**La première grève générale depuis 34 ans en Tunisie.** L'Union générale tunisienne du travail (UGTT), principal syndicat du pays, a appelé à une grève générale ce vendredi. La famille de Chokri BELAÏD a déclaré que ses funérailles auraient lieu le même jour. Par crainte de nouvelles violences, de nombreux commerces ont fermé leurs portes à Tunis. Les établissements scolaires français seront fermés vendredi et samedi.

**Sommet retardé mais espoir d'accord tout de même au sommet européen.** La vieille technique d'un départ retardé a été utilisée par le président du Conseil européen, Herman Van ROMPUY, pour poursuivre officieusement les négociations afin d'arriver à un consensus. Un budget de soutien à la croissance pour David CAMERON. Des coupes supplémentaires pour François HOLLANDE. « *S'il y en a qui ne sont pas raisonnables, eh bien je ferai en sorte de les raisonner* ». « *Si l'Europe devait, pour chercher un compromis à toute force, abandonner ses politiques communes, oublier l'agriculture et ignorer la croissance, je ne serais pas d'accord* », a dit d'entrée le Président français. Le Premier ministre britannique a répliqué que les propositions de budget qui sont sur la table pour les années 2014-2020 étaient encore trop élevées. « *Elles doivent baisser, sinon il n'y aura pas d'accord* ». La chancelière allemande, Angela MERKEL, joue les arbitres. Les positions sont « *encore éloignées* » dit-elle, tout en réaffirmant qu'un compromis était « *souhaitable* ».

**Un budget à la baisse.** L'enveloppe globale du budget pour 2014-2020 a été revue plusieurs fois à la baisse sous la pression du Royaume-Uni, de l'Allemagne et de plusieurs autres pays du Nord de l'Europe. Herman Van ROMPUY proposerait de ramener les crédits de paiement à une fourchette allant de 900 à 910 milliards d'euros au lieu de 940 à 950 milliards proposés en novembre, contre 942,8 milliards pour la période 2007-2013. Pour parvenir à un consensus, les Vingt-Sept pourraient jouer sur la différence entre crédits d'engagement et crédits de paiement, ce que l'UE prévoit de déboursier effectivement. Selon une source proche de François HOLLANDE, la France serait prête à accepter quelques milliards de réduction budgétaire en plus si c'est le prix à payer. Mais pas de prime au chantage dit-on parmi les proches du Président.

**Mali sur le terrain.** L'aviation française a mené de nombreux raids au nord du Mali contre des positions et des dépôts d'armements de groupes islamistes retranchés dans le massif des Ifoghas situé près de la frontière algérienne. Kidal et sa région, qui est tenue par des rebelles touareg et des islamistes s'affirmant « *modérés* » et prêts « *au dialogue* » avec Bamako, est « *sécurisée* » par quelque 1 800 soldats tchadiens. Les troupes françaises contrôlent l'aéroport. Le président français, François HOLLANDE, a indiqué que la France envisageait de commencer à retirer ses soldats en mars, « *si tout se passe comme prévu* ».

**Mali à l'ONU.** La France pense déjà à son retrait progressif de ce pays et elle a demandé à l'ONU de préparer l'envoi d'une force de maintien de la paix, « *sous casque bleu lorsque les conditions sécuritaires le permettront* », a déclaré l'ambassadeur français à l'ONU, Gérard ARAUD. « *Il n'y a eu aucune objection* » au sein du Conseil de sécurité, selon lui, mais il a reconnu qu'il faudrait « *plusieurs semaines pour prendre une décision* » et une nouvelle résolution du Conseil. Selon le patron des opérations de maintien de la paix de l'ONU, Hervé LADSOUS, la future force de l'ONU « *sera d'abord basée sur l'existant, c'est-à-dire les unités de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) et du Tchad* ».

## EUROPE

**Le Parlement européen veut dire son mot...** Il pourrait jouer les trublions en cas d'accord budgétaire à Bruxelles. Il a prévenu qu'il opposerait son veto à des coupes trop draconiennes, ce qui ouvrirait une crise et une nouvelle période de tractations laborieuses. Les députés européens ont souvent brandi cette menace dans le passé, sans la mettre à exécution. Plus expérimentés, ils n'excluent pas, cette fois, la possibilité d'un vote à bulletin secret pour s'affranchir de la pression de leurs gouvernements ou de leurs groupes politiques.

**Date des élections en Allemagne.** Ce sera le 22 septembre. La proposition a été adoptée par le conseil des ministres. Le président de la République, Joachim GAUCK, doit l'entériner ce qui ne fait aucun doute. Les chances de Mme MERKEL de se succéder à elle-même continuent d'augmenter selon un sondage Forsa. La CDU/CSU est à 41 % des intentions de vote. Le FDP libéral, son partenaire, n'aurait que 4 % et serait éliminé. Le SPD est à 25 % les Verts à 15 %. S'il y avait un vote direct – ce qui n'est pas le cas en Allemagne – Mme MERKEL gagnerait avec 58 % contre le candidat du SPD, Peter STEINBRUCK 21 %.

**Les fonctionnaires européens ont le blues.** Les syndicats du Conseil européen ont appelé à la grève pour dénoncer le projet qui prévoit 15 milliards d'euros d'économie. Ils craignent que l'UE « *ne puisse plus jouer son rôle de cohésion entre les États membres* ». Ils redoutent aussi une baisse des traitements et dénoncent une baisse de leur pouvoir d'achat.

**15 milliards d'euros.** 6 milliards rien qu'en France. C'est le jackpot touché en 2012 par les céréaliers européens au titre de la PAC. À noter que les cours des céréales sont au plus haut.

**Galileo : le GPS européen en danger.** Avec un budget européen qui a plus que triplé par rapport aux prévisions initiales, l'avenir du système de positionnement par satellite Galileo est incertain. La crise et les mesures de restrictions budgétaires au sein de l'UE sont passées par là. « *Nous avons acheté les voitures mais nous n'avons pas d'argent pour le carburant* » disent certains. Indépendance technologique ou restriction budgétaire, il faudra choisir lors du prochain sommet européen.

## AFRIQUE, AMÉRIQUES & ASIE

**Sommet des pays islamiques au Caire.** Le communiqué du sommet désigne le pouvoir de Damas comme « *principal responsable des violences* ». Il plaide pour « *un dialogue sérieux entre la Coalition de l'opposition et des représentants du gouvernement qui croient au changement politique et qui n'ont pas été impliqués directement dans la répression* ». Le sommet du Caire a apporté un soutien implicite à l'intervention militaire de la France au Mali. L'Iran, dont la délégation était conduite par le président Mahmoud AHMADINEJAD, a « *émis des réserves sur un passage ou deux* » du communiqué sur la Syrie.

**Barack OBAMA en Israël au printemps,** mais aussi dans les territoires palestiniens de Cisjordanie et en Jordanie. Ce sera la première fois depuis son accession à la Maison Blanche. Intentions : améliorer ses relations avec le premier ministre israélien, Benjamin NETANYAHU, et surtout parler du nucléaire iranien. Le gouvernement américain privilégie des sanctions économiques couplées à des négociations, quand le Premier ministre israélien réclame des « *lignes rouges claires* », menaçant de lancer des frappes préventives. Ce voyage a lieu à un moment où le gouvernement américain réfléchit à raviver le processus de paix entre Israéliens et Palestiniens, dans un contexte politique peu propice à des avancées.

**Le président François HOLLANDE se rendra en mai prochain en Tunisie.** Il l'a annoncé lui-même lors d'un entretien avec le président tunisien, Moncef MARSOUKI, à Strasbourg. François HOLLANDE a déclaré que la Tunisie était « *un pays ami, un exemple des printemps arabes, qui connaît étape après étape son aboutissement* ».

## FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER & AFFAIRES ÉTRANGÈRES

**Bourses scolaires pour les élèves des écoles françaises à l'étranger.** Les familles françaises qui souhaitent pouvoir bénéficier d'une bourse scolaire (accordées sous conditions de ressources) pour leurs enfants doivent remplir un dossier et le déposer au consulat. ATTENTION : il faut se renseigner auprès du consulat pour connaître la date limite de dépôt (en général, courant février) ; cette date est impérative ! La demande de bourse ne vaut que pour l'année scolaire en cours ; elle doit donc être renouvelée chaque année.

**La ruée vers le Québec.** 3 700 jeunes Français sont partis en janvier pour la belle province. Le visa « *vacances-travail* », qui permet de résider et de trouver un emploi pour un an, a été distribué en 48 h. Les propositions d'emploi sont importantes au Québec. Selon les autorités du Canada, 1,5 million d'emplois devront être pourvus d'ici 2016.

**Retraite des Français ayant travaillé dans plusieurs pays.** Contrairement à la règle posée par la jurisprudence, et malgré l'existence de conventions bilatérales, la Caisse nationale d'assurance vieillesse ne comptabilise pas les années de travail effectuées dans plusieurs pays pour le calcul du taux de la retraite française. Robert del PICCHIA a interrogé la ministre déléguée auprès de la ministre des affaires sociales qui a confirmé la position de la CNAV. *Voir la réponse à l'intervention :*

[http://www.senat.fr/seances/s201302/s20130205/s20130205\\_mono.html#par\\_84](http://www.senat.fr/seances/s201302/s20130205/s20130205_mono.html#par_84)

**Retraités français à l'étranger : la prise en charge de vos soins.** Les titulaires d'une retraite du régime français résidant dans un État de l'UE peuvent transférer leurs droits dans le pays concerné où ils seront pris en charge par le régime local. Hors UE, si le pays est lié à la France par une convention de sécurité sociale (ex : Algérie, Maroc, Québec...), ils peuvent bénéficier d'une couverture maladie locale. Hors UE et hors convention, il est possible d'adhérer à la CFE ou de souscrire une assurance privée.

## POLITIQUE INTÉRIEURE

**La France au bord de l'implosion sociale?** C'est Manuel VALLS qui l'affirme. Le ministre de l'Intérieur a souligné « *la colère sociale, avec les conséquences de la crise économique et financière, la précarité, le chômage, les plans de licenciement* ». Il a demandé une « *analyse fine* » de ces menaces d' « *implosions sociales* » à l'Information Générale (anciens RG).

**Le PS à l'école.** Le Parti majoritaire va distribuer deux millions de tracts pour expliquer la réforme de l'école engagée par Vincent PEILLON, le ministre de l'Éducation. Le document retrace « *10 ans de casse par la droite* » et rappelle les promesses de campagne du candidat HOLLANDE.

**Mariage pour tous. Les UMP qui ne voteront pas contre.** Nathalie KOSCIUSKO-MORIZET s'abstiendra lors du vote à l'Assemblée nationale. Une abstention « *militante et engagée* » selon l'ancienne ministre qui entend afficher son soutien au mariage de personnes du même sexe, mais son opposition à la procréation médicalement assistée et à la gestation pour autrui. Bruno LE MAIRE avait déjà fait savoir qu'il s'abstiendrait. Seuls deux députés UMP ont annoncé un vote favorable : l'ancien ministre Benoist APPARU et Franck RIESTER.

**Non cumul des mandats, l'an prochain ou plus tard ? ...** Le Premier secrétaire du Parti socialiste, Harlem DESIR, est déterminé. Le Parti socialiste va se « *battre* » pour que la réforme du non-cumul des mandats s'applique dès les élections municipales de 2014. Claude BARTOLONE, le président de l'Assemblée nationale, assure, lui, dans Libération, que « *le non-cumul des mandats ne pourra pas s'appliquer d'ici aux élections municipales de 2014* », invoquant des motifs juridiques invalidés par des experts ; il fixe l'horizon de sa mise en œuvre à 2017.

**UMP – 1<sup>ère</sup> réunion du comité politique.** La direction du parti a été largement augmentée pour aboutir à une représentation « *équilibrée* » entre partisans de Jean-François COPÉ et de François FILLON. Le comité se réunira désormais chaque mardi, en présence des deux anciens candidats à la présidence. L'UMP continuera aussi de réunir tous les mercredis matins à l'Assemblée nationale son bureau politique (environ 200 personnes). Enfin, une réunion des cadres UMP se tiendra ce samedi au siège du parti.

**Municipales 2014.** Jean-François COPÉ, président de l'UMP, a rappelé que la droite n'avait pas gagné d'élections locales « *depuis 2001. Ça nous manque !* » a-t-il dit. Et d'ajouter : « *On me dit qu'il n'y a plus de candidats* » pour constituer les listes de conseillers municipaux. « *Alors, je vais demander aux secrétaires départementaux (de l'UMP) de passer des petites annonces. Dans toutes les villes, on mettra des avis de recrutement* ». Le président de l'UMP a souhaité que les élections municipales soient « *un coup de semonce pour François HOLLANDE* ».

**FILLON « n'oublie rien du passé ».** « *L'UMP a traversé des moments très difficiles, je n'oublie rien du passé mais il est temps aujourd'hui de nous mettre au travail, parce que le pays a besoin d'entendre la voix de l'opposition* », a affirmé l'ancien Premier ministre. Il a précisé que le comité politique avait « *trouvé les moyens de réfléchir à des réformes de l'organisation* » de l'UMP.

**Sondages : le couple exécutif reprend du poil de la bête.** Les cotes de François HOLLANDE et de Jean-Marc AYRAULT augmentent avec 43 % des Français qui approuvent (+6 points) l'action du Président de la République et 45 % (+4) celle du Premier ministre, selon un sondage Ifop-Paris Match.

**22% des Français se disent d'accord avec les idées défendues par le FN,** selon TNS-Sofres pour Le Monde/Canal +/France Inter. +4 points en un an. Ce chiffre reste stable sur le long terme.

**Les Français pour l'intervention au Mali.** Près de trois Français sur quatre (73 %) sont favorables à l'intervention militaire au Mali, quatre semaines après son lancement, un taux d'adhésion inégalé depuis vingt ans pour une opération extérieure française, selon un sondage de l'institut Ifop à paraître vendredi.

## INSTITUTIONS

### Conseil constitutionnel

**Audience publique**, le 12 février, sur le recours contre l'élection législative dans la 6<sup>e</sup> circonscription des Français de l'étranger (Suisse).

### Assemblée nationale

**On se hâte lentement.** Jeudi soir, les députés en étaient à l'article 4 (sur 23), avec 1 337 amendements à examiner uniquement sur cet article du projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe. 5 117 amendements ont été déposés sur l'ensemble du texte. L'examen du projet de loi devrait se poursuivre tout le week-end. Le scrutin public est prévu pour le mardi 12 après-midi.

### Sénat

**Adoption d'une proposition de loi visant à sanctionner la vente de billets d'avion de compagnies figurant sur la liste noire.** Livrer ou apporter son concours à la commercialisation d'un billet d'avion sur une partie du trajet s'effectuant sur un avion d'une compagnie aérienne apparaissant sur la liste noire de l'Union européenne, sans informer clairement le client, est dorénavant passible d'une amende administrative de 7 500 € par titre de transport.

**Adoption du projet de loi, portant création du contrat de génération.** La loi prévoit la mise en place d'un dispositif d'aide publique aux entreprises favorisant l'emploi des jeunes et des seniors. Les entreprises de moins de 300 salariés bénéficieront d'une aide lorsqu'elles embauchent en CDI un jeune de moins de 26 ans et maintiennent dans l'emploi un senior de 57 ans et plus, ou recruté à 55 ans et plus.

## CONSEIL DES MINISTRES

**Projets de loi, autorisant l'approbation de l'entente entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Québec** relative à l'Office franco-québécois pour la jeunesse L'entente remplacera le protocole du 23 mai 2003. L'Office franco-québécois pour la jeunesse (OFQJ), est l'instrument principal de la coopération franco-québécoise en matière de jeunesse. Chaque année, près de 8 000 jeunes Français bénéficient du centre de ressources de l'Office et 2 500 d'entre eux partent au Québec par son intermédiaire.

**Projet de loi autorisant la ratification de la convention du Conseil de l'Europe** relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime et au financement du terrorisme. Cette convention, signée par la France le 23 mars 2011, est le premier instrument international visant à lutter à la fois contre le blanchiment d'argent et contre le financement du terrorisme. Elle permet un accès rapide aux renseignements financiers ou relatifs aux actifs détenus par les organisations criminelles, y compris les groupes terroristes.

## ECONOMIE & DEFENSE

**Le coût de Serval.** Selon Laurent FABIUS, ministre des Affaires étrangères, l'opération française au Mali représente « *un gros effort* » financier pour le pays. Il a confirmé le chiffre de 70 millions d'euros avancé par Jean-Yves LE DRIAN, ministre de la Défense. Le budget annuel pour les opérations extérieures est de 630 millions d'euros. L'opération de 2011 en Libye, qui a duré sept mois, avait coûté à la France environ 300 millions d'euros.

**Les pirates ont quitté le navire.** Le pétrolier détourné par des pirates au large de la Côte d'Ivoire a été libéré quelques jours plus tard. L'équipage est sain et sauf. C'est le commandant qui tient à nouveau la barre de ce navire chargé de 3 000 tonnes de pétrole. On ne connaît pas, pour l'instant, le bénéfice retiré par les pirates.

**Déficit commercial de la France : un petit mieux.** Réduction de 7 milliards d'euros l'an dernier à 67 milliards contre 74 milliards en 2011. Aéronautique et agroalimentaire dopent les exportations.

## SANTE & SOCIETE

**Le shoot en salle.** Justifiant sa décision par la nécessité d'accompagner les malades, le gouvernement a donné son feu vert à l'ouverture près de la gare du Nord, à Paris, d'une « salle de shoot » pour toxicomanes. Selon le projet, les utilisateurs seront sous surveillance d'éducateurs. Ils devront eux mêmes apporter leur dose. Une assistante-infirmière leur fournira des seringues stériles et une salle sera mise à leur disposition pour une demi-heure. La « salle de shoot » ouverte la journée seulement, coûtera entre 800.000 et 1 million d'euros. Vives critiques de l'opposition qui redoute une augmentation du nombre de toxicomanes.

**Que viva Zapa !** Delphine BATHO, ministre de l'Écologie, a annoncé une expérimentation : les zones d'actions prioritaires pour l'air (Zapa). Il s'agit de restreindre dans certains quartiers d'une dizaine de villes de plus de 100.000 habitants, la circulation des véhicules les plus polluants (4X4, diesel, poids lourds...). Les élus locaux pourraient toutefois exiger des mesures d'accompagnement social pour les Français les plus modestes qui vivent loin des centres-villes et ne peuvent changer leur véhicule ancien pour en acheter un neuf.

**On est riche avec 6.500 euros par mois.** C'est l'opinion calculée en moyenne par l'IFOP. Les Français pensent aussi que, côté patrimoine, une personne est riche si elle possède 632 180 euros.

**Les Français ne s'amuse pas assez.** Selon un sondage réalisé dans 17 pays européens, les Français s'amuse 9,7 jours par mois, ce qui les place à la 15<sup>e</sup> position. La palme d'or revient aux Espagnols. Seuls les Belges et les Polonais s'amuse moins que les Français.

**Mesdames, le pantalon n'est plus interdit.** Héritage législatif désuet de l'an 1800, une ordonnance interdisant le pantalon était toujours en vigueur. Elle a été abrogée cette semaine. Les femmes l'avaient oubliée depuis de nombreuses années...

## CULTURE, NOUVELLES TECHNOLOGIES & SPORTS

« **L'Origine du monde** » aurait un visage. Le célèbre tableau de Gustave COURBET représentant un sexe féminin ne serait en fait qu'un morceau d'un tableau plus important. Paris Match publie cette semaine la photo d'une peinture d'une femme couchée, le visage à la renverse et la bouche entrouverte. Il s'agirait du visage de la femme qui avait posé pour le chef-d'œuvre COURBET réalisé en 1866 et exposé depuis 1995 au musée d'Orsay à Paris. Selon les experts, les teintes, les fils de la trame et les dimensions du tableau correspondent à ceux de « L'Origine du monde ».

**L'anonyme du Quai d'Orsay lève le masque.** Antonin BAUDRY, Conseiller culturel à New York, connu jusqu'à présent sous le pseudonyme d'Abel LANZAC, a dû se dévoiler pour aller recevoir, à Angoulême, le prix du meilleur album de bande dessinée pour le deuxième tome de « Quai d'Orsay, Chroniques Diplomatiques ». Ancien membre du cabinet de Dominique de VILLEPIN aux Affaires étrangères et à l'Intérieur, Antonin BAUDRY raconte le quotidien du cabinet d'un ministre des Affaires étrangères français... A quand le tome III ?

**Vie extraterrestre : un forage en accroît la possibilité.** D'une profondeur d'un kilomètre, un forage sous les glaces de l'Antarctique a permis de prélever l'eau d'un lac souterrain exempt de toute contamination atmosphérique. La découverte de bactéries vient étayer la thèse selon laquelle les lacs souterrains dans les exo planètes pourraient aussi contenir des signes de vie.

**Football.** France-Allemagne 1 - 2 au stade de France, devant HOLLANDE et MERKEL. Un très bon match amical de qualité... qui a vu bondir la Chancelière au deuxième but allemand et sourire amicalement le Président français.

## CARNET – NOMINATIONS

### Nominations

**Élisabeth BARBIER**, nommée Ambassadeur en Afrique du Sud.

**Jean-Baptiste CHAUVIN**, Ambassadeur au Costa Rica.

**Jean LEVIOL**, Ministre conseiller pour les affaires économiques, chef du service économique régional du « monde chinois » à Pékin.

**Paule IGNATIO**, nommée Chef de cabinet de la ministre déléguée auprès du ministre des affaires étrangères, chargée de la francophonie.

**Bertrand FRAGONARD** est nommé président du Haut Conseil de la famille.

INFOS HEBDO, TOUS DROITS RESERVES.

**Edition : Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN.**

Clause de responsabilité : la Rédaction s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour, mais sans garantie. Les informations contenues dans INFOS Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication.

Cabinet parlementaire – tél. : + 33 1 42 34 26 87 [r.delpicchia@senat.fr](mailto:r.delpicchia@senat.fr)